Sol et Civilisation

LA LETTRE

JUIN 2014

N°54

Le rural existe t'il encore ?

Crédits photos : Fotolia, DR

Le regard d'un géographe 3
Par Guy Baudelle, géographe, professeur d'aménagement de l'Espace-Urbanisme à l'Université de Rennes 2

Le regard d'un économiste 6
Par Francis Aubert, économiste, professeur à AgroSup Dijon

Le regard d'un sociologue 9
Par Gilles Laferté, sociologue, directeur de recherche de l'INRA

Au temps des hybridations 12
Par Serge Bonnefoy, secrétaire technique de Terres en Villes

Rural-Urbain, pour des écosystèmes territoriaux 16
Par Vincent Piveteau, président du Collectif Ville Campagne

Le rural est mort/ Vive le rural ! 19
Par Claire Bolduc, présidente de Solidarité Rurale du Québec
en collaboration avec Caroline Jacob, conseillère à la recherche

La ruralité du 21ème siècle, nouveau cap d'espérance pour l'Europe ? 22
Tribune co-signée par Jacques Delors, Mercedes Bresso, Anne-Claire Vial et Gérard Peltre

23èmes Assises de Sol et Civilisation / Parution 24

ISSN 1252-9417

Éditorial

Par Anne-Claire VIAL, présidente de Sol et Civilisation

La notion est apparue en 1350, est alors qualifiée de rural tout ce qui concerne « la vie dans les campagnes : l'habitat, l'économie, les mœurs… » (Y. Jean et M. Perigord – 2009). Pendant très longtemps, la campagne, de par ses activités, son rapport au sol, son organisation sociale, est un monde en soi, bien différent de la ville. Cette distinction est même structurante pour nos sociétés, l'urbain et le rural sont deux modalités d'occupation de l'espace, deux façons de vivre ensemble.

Aujourd'hui cette dichotomie ville-campagne semble de plus en plus dépassée. L'uniformisation des modes de vie, le développement des mobilités, la tertiarisation accrue de nos économies, l'interpénétration des habitats, font que la campagne ne serait plus vraiment la campagne. La ville, plus ou moins dense, serait finalement partout. Certains dès lors s'interrogent : le rural existe-t-il encore ?

Cette question ne nous semble pas seulement théorique car elle nous renseigne finalement sur l'ambition que nous avons pour les territoires ruraux. Seront-ils seulement des réserves foncières, des lieux de nature ou de production ou pourront-ils, par leur altérité propre, contribuer à construire d'autres équilibres, participer activement au développement harmonieux de nos sociétés ?

Ce 54ème numéro de notre Lettre ouvrira la question. Nous vous proposons pour ce faire d'abord le regard de trois chercheurs en sciences sociales, Guy Baudelle, Francis Aubert et Gilles Laferté, respectivement géographe, économiste et sociologue. Nous ouvrirons ensuite le débat avec quelques personnalités engagées Serge Bonnefoy, secrétaire technique de Terres en Villes, Vincent Piveteau, président du Collectif Ville Campagne, et Claire Bolduc, présidente de Solidarité Rurale du Québec. Nous vous proposerons enfin quelques réflexions que nous avons défendues avec Notre Europe-Institut Jacques Delors suite à une série de séminaires que nous avons co-organisée cet hiver sur la place des territoires ruraux dans l'Europe du XXIème siècle.

Les campagnes d'hier ont de toute évidence disparues. Les campagnes d'aujourd'hui sont de plus en plus connectées, les frontières comme partout s'effaçant peu à peu. Pourtant il nous apparaît bien que la ruralité, comme façon d'être au monde, comme pôle d'innovation, a encore toute sa modernité. Si l'espace clos n'est plus, le territoire reste bien une notion d'avenir.

LE REGARD D'UN GÉOGRAPHE...

__Guy Baudelle__ est géographe, professeur d'Aménagement de l'Espace Urbanisme à l'Université de Rennes 2. Il a récemment dirigé la publication de Territoire durable 2030, un état des lieux prospectif (2013), coécrit Le développement territorial en Europe, concepts, enjeux et débats (2011) et L'Europe, aménager les territoires (2009).

Propos recueillis par Truong-Giang PHAM, Sol et Civilisation

COMMENT PERCEVEZ-VOUS L'ESPACE RURAL ?

En Europe l'espace rural n'est pas homogène, plusieurs réalités coexistent. On peut trouver d'abord des espaces à dominante agricole structurés par un modèle de développement dont les composantes demeurent essentiellement agraires (droit de propriété, rythmes sociaux, valeurs, etc.). Dans ces espaces, la fonctionnalité territoriale reste exclusivement agricole. La question du devenir des autres acteurs et des autres fonctions de l'espace (récréatives, etc.) est alors posée. Ainsi, on comprend que le devenir de ces territoires est très lié à celui de l'agriculture et des agriculteurs. D'autres types d'espace rural possèdent une dominante industrielle et agricole en raison de localisation de nombreuses activités manufacturières en milieu rural, ce qui structure les emplois (les ouvriers vivent majoritairement en milieu rural) ainsi qu'une partie de l'histoire de ces territoires. Par conséquent, il n'existe pas une seule ruralité en Europe. La réalité est beaucoup plus diversifiée que ce que nous pouvons en dire.

Habitat pavillonnaire en lisière de champ cultivé

En France, il existe aussi plusieurs réalités rurales. Les géographes connaissent depuis longtemps la "diagonale du vide" de Roger Brunet allant du nord-est (Ardennes) jusqu'aux Pyrénées Centrales, en passant par le Massif Central.

Ces territoires sont peu denses et caractérisés notamment par une plus grande difficulté d'accès à des services essentiels (santé, éducation, emplois, commerces, etc.). L'autre réalité rurale est celle des couronnes urbaines avec le déversement de populations continuant à travailler en ville tout en restant vivre à la campagne. Ces territoires voient depuis plusieurs décennies s'installer des vagues successives de populations. Leur proximité avec de grandes agglomérations constitue un avantage décisif pour les choix résidentiels. Les enjeux de ces territoires sont essentiellement l'amélioration de la qualité des nouveaux développements résidentiels et des infrastructures de communication. Ces différentes dynamiques dessinent donc plusieurs types d'espaces ruraux en France et en Europe.

L'espace rural recouvre par conséquent des réalités de plus en plus complexes dont les évolutions dépendent de nombreuses caractéristiques "internes" (production agricole, conditions pédoclimatiques), mais aussi "externes" comme par exemple la Politique Agricole Commune (PAC), la métropolisation, la mondialisation, etc. On ne peut nier l'existence de toutes ces réalités qui fondent l'espace rural. Les travaux de Jacques Lévy[1] qui postulent la fin de la spécificité rurale sont intéressants dans la mesure où ils permettent de réinterroger la pertinence de nos schémas d'analyse du fait rural, mais ils n'autorisent pas à en remettre définitivement en cause les fondements. Le rural existe bien encore même si aux Pays-Bas, la notion de rural n'existe officiellement plus puisque dans les recensements on parle seulement désormais d'espace « non urbain ».

Le géographe que je suis est sensible de la diversité des milieux physiques, aux différences écologiques et à la variété des paysages agraires, même si celle-ci s'estompe aussi sous l'effet d'impératifs globaux qui s'imposent de plus en plus à l'ensemble des territoires.

Ces caractéristiques physiques et visuelles et leurs mutations constituent un champ d'investigation de notre discipline. Cela étant, dans la notion même de ruralité, la diversité humaine est aussi une donnée essentielle dans la mesure où elle est construite à partir des flux démographiques, de l'histoire des territoires et des évolutions sociales.

Par ailleurs, pour l'aménageur, la notion de ruralité permet de faire ressortir les questions liées à des enjeux territoriaux peu abordés en contexte exclusivement urbain. Ainsi peuvent être appréhendés les défis posés par l'accès aux services et notamment ceux qui peuvent être territorialisés.

[1] Jacques Lévy est un géographe français, qui a notamment enseigné à l'Université de Reims, à l'Institut des hautes études d'aménagement et de développement du territoire, à l'Institut d'études politique de Paris, puis à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse). En 1991, il a publié *Géographies du politique*, puis en 1994 *L'Espace légitime*, en 2001 *From Geopolitics to Global Politics*, mais surtout en 2003 le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, codirigé avec Michel Lussault.

Il semble que les échelles pertinentes de gestion de nombreux services correspondent soit au bassin de vie, soit toujours au niveau des cantons pour les services de type gendarmerie, collège, supermarché, etc. ou bien au pays ou au niveau des arrondissements dans lesquels on retrouve des services comme les lycées, les hypermarchés ou encore l'hôpital.

« Le rural existe bien encore même si aux Pays-Bas, la notion de rural n'existe officiellement plus puisque dans les recensements on parle seulement désormais d'espace « non urbain ». »

Quels sont les enjeux et les défis posés aux territoires ruraux ?

Les évolutions que connaissent les territoires ruraux sont fortement corrélées à la distance aux agglomérations en lien avec l'intensité du déversement résidentiel mais aussi à l'activité économique indépendamment des enjeux proprement agricoles qui restent structurants. Il est donc très difficile d'aborder les défis posés à ces territoires en ignorant les spécificités inhérentes à chacun d'entre eux. Toutefois, quelques éléments généraux peuvent être mis en évidence.

Premièrement, le modèle de développement agricole reste décisif pour la trajectoire d'un certain nombre de ces espaces. Dans ce cas, l'économie agricole prédomine de sorte que l'évolution sera fortement conditionnée par celle de la PAC avec toutes ses incidences sur les exploitations. La question pour ces territoires est de savoir quels types d'agriculture nous souhaitons maintenir. Les leviers décrits sont souvent externes à l'agriculture et ils sont largement politiques. Le Royaume Uni n'a pas souhaité conserver une forme d'agriculture classique. Le nombre d'exploitants est tombé à moins de 0,5% de la population active, avec de vastes domaines.

On peut tout à fait imaginer dans le futur et dans le cadre de la mondialisation l'expansion d'une telle agriculture productive quasi agro-industrielle dominée par de grandes exploitations capitalistes conduisant au délaissement de la ferme familiale traditionnelle, qui est le pilier de la plupart des territoires ruraux.

Ensuite, il se dessine de plus en plus clairement un nombre important de territoires au sein desquels l'économie agricole se double de la valorisation d'atouts patrimoniaux. On s'appuie alors sur ce qui est de plus en plus communément appelé l'économie présentielle[2]. Dans ce cas, l'essentiel de la stratégie consiste à attirer des personnes et leurs revenus afin qu'ils consomment sur place. Ainsi, les territoires du littoral, ceux qui possèdent des attraits touristiques et les zones situées en bordure des agglomérations sont très largement avantagés. Il ne faut pas se tromper sur l'intention des arrivants.

Même si nombreux sont ceux qui s'installent par amour de la campagne, attachement au territoire d'accueil et rejet de la ville comme le démontre Rodolphe Dodier[3], dans la plupart des cas, plus on s'éloigne du cœur des villes, plus les revenus baissent, suivant en cela la diminution des coûts fonciers avec l'éloignement des centres.

C'est pourtant l'inverse en Angleterre où les populations les plus riches résident habituellement à la campagne sur le modèle du manoir. La tendance se vérifie au fil des études observant les stratégies résidentielles outre-Manche : une résidence rurale est socialement très valorisée et valorisante, le Britannique cherche des paysages préservés, l'espace, la proximité de la nature. Les communes rurales sont donc traditionnellement peuplées de riches. Ce modèle aristocratique anglo-saxon (qu'on retrouve aux Etats-Unis) commence à se diffuser dans certaines communes rurales françaises et ailleurs en Europe. Cela va diversifier encore davantage nos espaces ruraux. ■

[2] Economie présentielle, notion proposée par Laurent Davezies et Christophe Terrier pour décrire une économie basée sur la population présente. Elle se distingue de l'économie classique qui se base sur le lieu de production.

[3] Rodolphe Dodier est professeur de géographie à l'Université d'Aix-Marseille. Il est chercheur au sein du laboratoire Temps, espaces, langages, Europe méridionale, méditerranée. Il a récemment publié *Habiter les espaces périurbains* (Presses universitaires de Rennes, 2012), et *Modes d'habiter périurbains et intégration sociale et urbaine* dans *EspacesTemps.net* (2013).

Campagne anglaise, village de Bardsea

LE REGARD D'UN ÉCONOMISTE...

__Francis Aubert__ est économiste, professeur à AgroSup Dijon. Il est directeur de la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon. Ses thèmes de recherche sont les politiques d'aménagement du territoire, l'économie de l'emploi et l'économie publique, traitées en lien avec les espaces ruraux. Il a contribué au rapport de l'INRA, Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030. Il participe aux travaux du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (ex-DATAR) notamment dans le cadre du programme Territoires 2040.

Propos recueillis par Truong-Giang PHAM, Sol et Civilisation

COMMENT APPRÉHENDER LA NOTION DU RURAL AUJOURD'HUI ?

Dans le travail de la Datar (maintenant Commissariat Général à l'Egalité des Territoires), les territoires ruraux retrouvent une place notamment avec des dispositifs comme l'Observatoire des territoires. Il s'agit désormais de mettre à contribution des instances comme l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) pour redéfinir et caractériser le rural en France. La question de la définition est difficile car les contours du rural et de l'urbain sont très flous, leur délimitation repose sur un arbitrage conventionnel. Pourtant, l'exercice paraît plus que jamais nécessaire, ne serait-ce que pour être en mesure de poser les enjeux de ces territoires et d'adapter ainsi les politiques publiques.

Avant de rentrer dans les approches spécifiques à l'économie, dans la littérature générale, il me semble qu'il existe deux façons d'appréhender la notion de ruralité.

La première, très marquée dans les travaux des historiens et des ethnologues, peut être décrite comme "culturelle" ou "culturaliste". Suivant cette acception, le rural est considéré comme un monde en soi avec un ensemble de valeurs, de pratiques sociales, de savoir-faire qui lui sont spécifiques. L'emblème de ce monde est la paysannerie. Dans cette approche d'un monde à part, il peut être fondé une stratégie de différenciation, de marquage et d'opposition notamment au monde dit urbain. Les travaux de Georges Duby montrent comment cette approche est prégnante dans l'historiographie où le rural et la campagne sont les espaces de contrôle social, de contraintes très fortes à la différence des villes où il existe, au contraire, un espace de liberté important. D'autres auteurs encensent et magnifient au contraire la ruralité et ses solidarités. Ainsi, quelque soit que le regard positif ou négatif porté sur le rural, ces approches positionnent l'espace rural comme spécifique et pas forcément un espace à combattre ou à protéger.

La seconde approche tend presque à nier les caractéristiques du rural dans la mesure où elle décrit un monde sans spécificités propres, ou en tous cas ces propriétés ne suffisent pas à autonomiser un monde particulier. Ces dernières sont considérées comme des variations d'une société globalement urbaine, les frontières entre les territoires urbains et ruraux sont floues et perméables ; par conséquent, il n'est pas possible selon cette approche de spécifier le rural car ces territoires font partie d'un ensemble plus vaste, plus complexe. Georges Perrec[1] a poussé plus loin ce raisonnement car il considère que la campagne n'existe pas, seuls existent les espaces perçus et vécus, et ces espaces peuvent, pour certains, se trouver exclusivement au cœur des villes.

[1] Perec G., 2000, *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée. Perec G., La Campagne, l'utopie villageoise (http://atelierstjo2.wordpress.com/perec-la-campagne-lutopie-villageoise/)

S'il faut se positionner vis-à-vis de ces deux écoles de pensée, il me semble important de conserver le rural comme un prisme d'analyse afin de mieux comprendre les problématiques du monde rural en matière d'aménagement du territoire et en particulier en ce qui concerne tout spécialement les services et les emplois. Il s'agit d'une aide pour penser une situation particulière vécue par des habitants qui ont plus ou moins choisi leur lieu de résidence. Cela vaut également pour le patrimoine bâti, les langues vernaculaires, les éléments de folklore, le tout étant à même de former un ensemble qui nécessite une approche différenciée. La remarque s'applique à la France mais peut être étendue à d'autres régions d'Europe et du Monde où subsistent ces éléments de patrimoine qu'il est important de préserver puisqu'ils ont une valeur en soi, une valeur d'existence.

En complément, le rural reste pertinent pour mettre en exergue une indispensable complémentarité rural/urbain. Ces espaces sont caractérisés par leurs fonctionnalités par rapport aux villes : fonctions environnementales, fonctions sociales, fonction de production primaire, etc. Dans tous les cas, ces espaces prennent sens dans un ensemble plus important qui pourrait se situer au niveau régional. On ne se place pas dans une démarche d'autonomisation du rural, mais dans l'imbrication de ces espaces dans des territoires plus grands, les espaces ruraux devenant une composante des systèmes régionaux. A la différence de l'approche précédente, on pense alors les espaces à partir de leur dotation mais aussi en termes de flux et de relations.

Afin d'élargir le champ de l'analyse, Hervé Le Bras[2] présente une typologie intéressante de l'évolution démographique des campagnes en Europe.

D'abord, une première configuration où les campagnes alimentent la démographie des villes, il s'agit de l'exode rural que la France a connu pendant des siècles et que nous pouvons encore trouver dans certaines régions de l'Europe.

[2] H. Le Bras, 2007, *Les quatre mystères de la population française*, Paris, Odile Jacob

Ensuite, une deuxième situation démographique où la tendance s'est inversée. C'est d'ailleurs le cas français où les flux de sortie de la ville sont plus importants que les flux d'entrants dans la ville. Dans cette situation, l'étalement urbain est par conséquent très important mais localisé près des villes.

Dans une troisième situation, nous avons le cas de l'Allemagne où l'extension urbaine est généralisée. Cela est dû au mode de vie qui est beaucoup moins en lien direct avec la ville, où la densité urbaine est pus forte et donc la trame urbaine est plus serrée.

Enfin, il existe une dernière situation avec une culture de "contre urbanisation" que l'on peut retrouver en Angleterre. Dans cette configuration, la croissance démographique la plus forte est observée loin des villes. Les logiques de peuplement ne sont pas liées au développement des villes mais à la qualité du patrimoine naturel et à l'existence de pôles de services.

Ces quatre figures sont intéressantes pour comprendre l'existence de multiples ruralités et autant de vécus différents en fonction des pays. Je retiens la grande difficulté à définir la campagne, mais aussi, pour les mêmes raisons, la ville car les évolutions sont très variables en fonction des régions, des formes de peuplement, de la mobilité de ses habitants, des habitudes que parfois on peut qualifier de « rurales » et qui sont pratiquées au cœur des villes et ainsi, il apparaît que les frontières entre le rural et l'urbain sont de plus en plus floues.

DU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE, COMMENT PREND-T-ON EN COMPTE LES SPÉCIFICITÉS DU MONDE RURAL ?

En économie, les récentes analyses sur ce sujet viennent de Paul Krugman qui avance une tentative d'explication théorique sur la formation des villes. Selon lui, ces dernières se forment suivant un processus cumulatif qui part d'un avantage en matière de population et d'attractivité, lequel est susceptible de générer de plus en plus d'avantages de localisation et donc d'activités, créant des emplois qui attirent ainsi de plus en plus de population et d'avantages par rapport à d'autres territoires, amplifiant les forces d'agglomération.

D'autres auteurs comme Bertrand Schmitt en France, mettent au contraire en avant les forces de dispersion qui sont à l'œuvre dans les agglomérations, où les externalités pécuniaires renchérissent les prix des facteurs (le travail et le foncier tout spécialement), alors que l'existence de ressources fixes qui sont attachés (par définition) à des espaces particuliers sont aussi sources d'avantages de localisation.

La disponibilité d'espace peut être considérée comme une ressource fixe dont a besoin l'agriculture. Les ressources environnementales comme la qualité des paysages peuvent également être des ressources fixes. De la même manière, des constructions humaines et reconnaissances sociales peuvent être aussi des ressources fixes. La production d'un vin dans une localité peut être une illustration de ces combinaisons de facteurs, naturels et construits, par lesquelles des activités dispersées sont susceptibles d'être développées spécialement en zone rurale. Il apparaît que les forces de concentration sont actuellement plus fortes que les forces de dispersion, mais les dynamiques peuvent s'inverser.

L'éloignement des centres urbains et la réversibilité des investissements sont deux caractéristiques économiques majeures des espaces ruraux. L'une et l'autre conditionnent les investissements, leur rentabilité et leur localisation. Ces caractéristiques peuvent être schématiquement situées sur deux axes : isolement et éloignement des centres urbains, ainsi que réversibilité et irréversibilité de l'usage (*voir graphique 1 ci-contre*). Sur ces axes, nous pouvons positionner des thématiques qui parcourent ces espaces à savoir l'emploi, le foncier ou encore le paysage. En milieu urbain, les usages sont nombreux pour un bâtiment, par exemple, et inversement en milieu rural, les possibilités de reconversion sont moins nombreuses. De la même manière, le marché de l'emploi en milieu rural est caractérisé par une plus grande viscosité et de nombreuses difficultés d'appariement. En effet, compte tenu de la faible densité des entreprises et de leur taille le plus souvent réduite, il est plus difficile de retrouver un emploi en milieu rural. De la

Graphique 1 : Caractérisation et spécialisation des espaces

même façon, il est plus difficile de recruter les compétences adaptées car il existe sur le territoire une demande moins nombreuse et moins diversifiée. Par conséquent, le salarié hésite plus à quitter un emploi et un employeur à licencier. Les évolutions sont donc beaucoup plus appuyées sur les formations internes et les transmissions directes de savoir-faire.

Les mécanismes actuels sont favorables aux concentrations des activités et des populations dans les agglomérations, voire dans les métropoles, où les économies d'échelles et les externalités sont favorables aux flux financiers et humains. Les leviers existent pour infléchir ces tendances ou en tous cas les limiter. Le principal ressort concerne les choix des populations, de plus en plus sensibles aux aménités rurales, à la présence d'un environnement préservé et d'un cadre de vie paisible. La question est alors d'inverser les boucles de causalité : si les ménages s'installent en fonction de leurs préférences et non de la préexistence d'emplois, lesquels pourront être créés par les activités résidentielles répondant aux besoins de ces populations nouvelles, alors les effets cumulatifs de la concentration pourront être infléchis. On imagine la somme d'efforts collectifs et d'investissements dans les organisations territoriales qui sont nécessaires à un tel dessein …

LE REGARD D'UN SOCIOLOGUE...

*Sociologue, directeur de Recherche de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), **Gilles Laferté** travaille depuis quinze ans sur les évolutions des mondes ruraux. Il a co-dirigé la dernière publication de la revue Politix intitulé "Représenter les agriculteurs" et co-dirige une prochaine livraison de la revue Sociétés contemporaines, sur les différentes positions sociales des agriculteurs aujourd'hui.*

Propos recueillis par Truong-Giang PHAM, Sol et Civilisation

COMMENT LA SOCIOLOGIE ABORDE LES SOCIÉTÉS RURALES ?

L'histoire des sciences sociales a longtemps conduit l'analyse de l'objet "rural" en dehors du champ de la sociologie. Cette dernière s'est presqu'exclusivement intéressée à la construction des sociétés modernes et donc à l'époque urbaine. Au XIXe siècle les propos de Karl Marx analysant la paysannerie française en la comparant à un "*sac de pomme de terres*" est sur ce point très éclairant. Pour lui, les sociétés paysannes sont localisées et différenciées les unes des autres comme autant de pommes de terres, le tout enfermé dans un grand sac qui est génériquement appelé la "paysannerie". Les paysans sont donc à comprendre comme "*hors classe*". On a ainsi opposé d'une part cette société "hors classe", faite de regroupements de paysans atomisés, en dehors de la lutte des classes et une société de classe qui fait l'objet d'études approfondies. Le sociologue Maurice Halbwachs parlait d'une véritable civilisation paysanne totalement différente de la société urbaine. La différenciation fut alors tellement marquée qu'Henri Mendras qualifiera de "société paysanne" des communautés rurales regroupées autour des villages qui furent alors analysées par d'autres disciplines que la sociologie, à savoir l'anthropologie et l'ethnologie. On trouvera alors des analyses qui mettront l'accent sur le folklore, les mythes, les mentalités, les formes familiales, etc. La théorisation se base ainsi sur une société coupée de la modernité, une civilisation préindustrielle à mi-chemin entre les sociétés industrielles et les sociétés primitives et ce, à tel point que les paysans furent comparés aux "*sauvages de l'intérieur*". Cette approche complètement centrée sur le paysan comme l'archétype du rural fut dominante pendant plus d'un demi-siècle allant jusqu'aux années 50. Par conséquent, les ruraux ont été assimilés de façon mécanique aux paysans. Cette approche a par ailleurs été souvent dénoncée par les historiens qui insistent au contraire sur le fait que les ruraux sont bien souvent des ouvriers, et ce dès le milieu du XIXème siècle avec l'apparition dans les campagnes d'une proto-industrie. Ces changements de perspectives introduites par les historiens sont prolongés par les sociologues.

Société rurale d'hier / Société rurale d'aujourd'hui

Aujourd'hui, le marquage des sociétés rurales comme des sociétés à part, isolées et coupées de la modernité est très fortement remis en cause. Les mondes ruraux sont de toute part inclus dans la modernité politique, économique et sociale et dépendent tout autant d'institutions et de marché à distance. Cependant, ces mondes ruraux sont sociologiquement distincts des mondes urbains, ne formant pas les mêmes espaces sociaux localisés.

« Les mondes ruraux sont de toute part inclus dans la modernité politique, économique et sociale et dépendent tout autant d'institutions et de marché à distance. »

La sociologie des groupes sociaux présents en milieu rural est spécifique. Les territoires ruraux ne sont pas une France en miniature. Ceci s'explique par le fait qu'on localise en milieu rural des activités spécifiques, comme l'agriculture (seulement 9% de la population active rurale aujourd'hui, donc largement minoritaire ; ou encore les activités du bois, des carrières…), et des activités d'exécution, plus que des activités de direction et de conception. La désindustrialisation en campagne, même si elle a produit aussi son lot de malheurs, a sans doute été moins radicale que dans les grandes agglomérations. De la même façon, les administrations publiques n'installent pas dans les territoires ruraux des Ministères ou des Ambassades et seules les communautés de communes récentes développent de tous petits pôles administratifs. Ainsi, on a une faible représentation de la bourgeoisie culturelle en milieu rural et proportionnellement une plus forte représentation de la bourgeoisie économique. Dans les milieux ruraux et parmi les classes dites populaires, on observe une surreprésentation des ouvriers par rapport aux employés du tertiaire. Cet élément est important car il explique en partie un taux de chômage et/ou d'inactivité des femmes plus élevé. Ou encore, la perception de la structure sociale est en partie déformée, puisqu'on peut s'interroger pour savoir si le bourgeois d'une sous-préfecture l'est toujours à Paris ? Sur le territoire, selon la proportion relative des groupes sociaux, la perception relative de la structure sociale tend à bouger.

Dans cette nouvelle morphologie sociale des mondes ruraux, la question est donc de savoir comment se jouent les interactions sociales entre les différentes catégories de personnes, en d'autres termes, comment se jouent les rapports de classes. Dès la fin du XIXème siècle et tout au long du XXème siècle, la propriété du foncier est passée des mains de bourgeois, les notables, à celles des familles exploitants. Les industries ne sont plus familiales, mais appartiennent à des groupes. Le pouvoir est aujourd'hui à distance des lieux, dans les grandes villes et les agglomérations. Les notables ont disparu au profit de cadres très mobiles qui rechignent à s'installer dans les mondes ruraux du fait de l'absence d'emplois, de services et de foyers culturels pour leurs conjoints et leurs enfants.

Les différentes évolutions du monde actuel ont de profondes répercussions dans les espaces ruraux. La Politique Agricole Commune (PAC) et l'ouverture des économies nationales ont entraîné une modification sociologique de la population des agriculteurs dont certains ont pu largement en bénéficier et d'autres beaucoup moins. Les mobilités des grandes agglomérations vers les espaces ruraux liées au renchérissement de l'habitat s'inscrivent dans un mouvement qui est au moins européen, si ce n'est mondial. Le rural n'est pas isolé du monde, mais il est un espace inséré à celui-ci tout en comportant des spécificités majeures.

LA SOCIOLOGIE RURALE EST-ELLE EN PLEIN RENOUVELLEMENT ?

Certainement après une conceptualisation anthropologique coupant radicalement la ruralité des mondes urbains, puis son inverse, nationalisé, soulignant que la spécificité agricole du rural n'existe plus, on n'a pas su voir autrement le rural que de manière géographique, c'est-à-dire comme des lieux analysés par la densité et de distances. Cette distance est devenue un moyen d'appréciation du rural avec ses logiques d'isolement, de distance à l'emploi, à l'habitat, aux services et aussi à la ville.

Dans cette définition "géographique" tout à fait pertinente certaines politiques publiques ont ainsi pu être menées efficacement et c'est aussi un moyen d'analyse pour des élus qui revendiquent malgré la distance, une égalité d'accès aux services. Pourtant, il me semble qu'il faut désormais que la sociologie réinvestisse ces champs d'analyses. En effet, du fait de spécificités sociales du rural, l'application des mesures d'aménagement du territoire n'impactent pas de la même façon ces catégories sociales. Les habitants du rural sont doublement discriminés, d'abord car ils appartiennent à des catégories sociales moins élevées ayant moins accès à un contenu culturel, présentent moins de prédispositions pour aider scolairement leurs enfants, et en plus ils sont discriminés en étant habitant du rural et donc dotés de moins de services. Le monde populaire des espaces ruraux est invisible, à part depuis les dernières élections où on a vu considérablement croître les scores du Front National. C'est seulement à partir de là que les élus et médias se sont intéressés à ces espaces ruraux qui étaient jusque là en dehors de l'agenda médiatique.

« La re-diversification sociale est en cours et nous l'observons au fil des études, par exemple sur la pratique théâtrale et plus globalement sur la présence de la culture en milieu rural. »

Malgré l'avènement des nouvelles technologies qui effacent la distance, la capacité d'attraper les dispositions distinctives pour réussir socialement restent globalement défavorables aux habitants du rural. Il ne suffit pas d'accéder à la vidéo en ligne d'un opéra pour le voir. Prenons un autre exemple, les cours à distance d'Harward ne sont pas forcément visionnés par les habitants du rural. Ces enseignements peuvent être d'une grande qualité mais il faut disposer préalablement d'un bagage scolaire important pour les apprécier et surtout être socialement en capacité de les exploiter, ce qui est souvent loin d'être le cas. Pour favoriser cette capacité à se saisir des leviers de progrès social, il faut nécessairement avoir des relais qui puissent le permettre. Or ces relais sont en train de s'effacer des espaces ruraux. Les cadres économiques et culturels, parmi lesquels les enseignants, ne vivent plus sur leur lieu de travail mais dans les villes et navettes avec cette première affectation de jeunesse que bientôt ils souhaitent quitter. En fait, c'est toute l'élite rurale qui a déménagé en même temps que se sont inversés les flux de population en faveur des espaces ruraux.

L'une des difficultés dans l'analyse des espaces ruraux reste leur forte hétérogénéité. Le Lubéron ne ressemble pas à la Corrèze et la Beauce au centre Bretagne, ou encore la Champagne viticole et les contreforts des Pyrénées. Il existe des campagnes touristiques, ou inversement productivistes, ou encore marquées par des spécialisations sur des économies de niche ou du luxe. On ne peut pas facilement effectuer une enquête sur un petit groupe localisé en milieu rural et affirmer ensuite que cela vaut pour l'ensemble de la France. Les PCS (Professions et Catégories Socioprofessionnelles) ont contribué à cette approche uniformisante, car on a considéré qu'être ouvrier à Paris, cela implique exactement la même chose qu'être ouvrier en milieu rural. Cela me semble différent, les formes de représentations sociales ne sont pas les mêmes, les habitats, les mobilités, les rapports aux autres catégories sociales ne sont pas identiques non plus.

Cependant, depuis une décennie ou deux, on observe que la sociologie de la population est en train de changer dans les espaces ruraux. A la faveur du télétravail ou de la très lointaine périurbanisation, des cadres commencent à s'installer dans ces espaces en les modifiant profondément. Certaines professions culturelles, des intermittents, des artistes à la recherche d'espace, fondent leurs ateliers à la campagne. La re-diversification sociale est en cours et nous l'observons au fil des études, par exemple sur la pratique théâtrale et plus globalement sur la présence de la culture en milieu rural. Cette nouvelle population qui s'installe en milieu rural est très différente que celle qui s'y est installée dans les années 70, ce sont des gens qui ne sont pas là en raison de leurs engagements politiques, mais qui conservent leurs emplois et leurs spécificités sociales. ■

Au temps des hybridations

Par Serge Bonnefoy, secrétaire technique de Terres en Villes

Serge Bonnefoy de Terres en Villes nous propose son regard, parfois déstabilisant, sur ce rapport rural/urbain. Avec lui, nous aborderons les questions suivantes : l'agriculture peut-elle être imbriquée en ville ? Le rural peut-il être urbain et finalement le rural peut-il être « hors sol » ?

Dans le monde de l'agriculture (péri) urbaine, la question de la ruralité et de son éventuelle recomposition est abordée avec une certaine méfiance tant l'environnement idéologique de la question rurale et urbaine en France rend prudent l'acteur agri-urbain qui hésite à réduire la relation de l'agriculture à la ville au dilemme ruralité/urbanité. Il faut dire que « l'agriculture périurbaine » a longtemps été un impensé des uns et des autres.

« *L'agriculture urbaine est une expression qui bouleverse des catégories idéelles de penser le territoire. Ville et agriculture appartiennent en effet à deux univers distincts et opposés dans l'imaginaire collectif occidentale : celui de la ville et celui de la campagne.* » (Salomon-Cavin[1], 2012).

Terres en Villes est une association qui a pour objet de favoriser les échanges entre les territoires urbains et périurbains français et non français engagés dans des politiques agricoles et forestières périurbaines (...)

L'association poursuit 3 missions :

Échanger les savoir-faire entre ses membres et partenaires : *banque d'expériences, séminaires annuels, journées techniques nationales, cahiers bonnes pratiques, guides méthodologiques, groupes nationaux de travail, Réseau Rural Français...*

Expérimenter en commun dans les territoires d'actions : *expérimentations nationales, projets européens…*

Contribuer au débat français et européen sur la ville et son agriculture : *contributions politiques , inter-réseaux européens...*

L'AGRICULTURE PÉRIURBAINE ENTRE DEUX MONDES

Lorsqu'apparurent en Rhône-Alpes les premiers programmes agricoles périurbains (1979 pour la région urbaine lyonnaise), le mot « périurbain » hérité des travaux scientifiques était encore bien peu approprié par les acteurs agricoles et ruraux. Mais il était suffisamment explicite pour qualifier un champ nouveau jusqu'alors ignoré des politiques publiques à l'exception de quelques études prémonitoires et de travaux de quelques ateliers d'aménagement rural et d'urbanistes visionnaires. Souvent schizophrènes, les promoteurs et rédacteurs de ces programmes jonglaient entre un discours de planificateur urbain (la région urbaine comme territoire pertinent), un discours agricole hybride et un discours ruraliste obligatoire pour mettre en mouvement les acteurs mais aussi séduire les financeurs et les grandes institutions de la politique agricole et rurale. L'organisation en silo des politiques nationales obligeait à cette gymnastique plus ou moins consciente.

Entre les deux pôles « rural » et « urbain », qui structuraient la pensée du territoire, entre image de la ville compacte et de la campagne agricole, ce discours mettait en exergue l'agriculture périurbaine et sous-entendait à contrario que l'agriculture intramuros des centres villes n'existait pas : agriculture et ville se rencontraient en périphérie. Pourtant à la même époque, le président du syndicat des maraîchers de la ceinture verte grenobloise décrivait l'agriculture locale en trois catégories : les maraîchers en ville, les polyculteurs-éleveurs en première couronne qui se mirent aux légumes de plein champ dans les années 1950 et, juste au-delà, les paysans. Pourtant, les fondateurs

[1]« Entre ville stérile et ville fertile, l'émergence de l'agriculture urbaine en Suisse » in EUE - Environnement urbain/Urban Environnement, volume 6, 2012

de l'appellation d'origine de la noix de Grenoble avait préféré retenir le nom de la ville centre plutôt que celui d'une des principales communes nucicoles… Et la ville était depuis des lustres le lieu traditionnel des échanges et du pouvoir agricoles. Cette simplification initiale était aussi bien théorique que politique.

Les mises à l'agenda local et national de la question agricole périurbaine confirmèrent la difficulté des politiques publiques à traiter cet objet hybride. A la fin des années 1990 et au début des années 2000, la tentative d'ancrer une politique nationale en faveur de l'agriculture périurbaine échoua laissant la place aux thèmes plus consensuels de la lutte contre l'étalement urbain, de la nature en ville et de la ville durable. Même si quelques procédures et aides nationales comme les périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN)[2] ou les Leader périurbains ont bien été créées, l'agriculture périurbaine est depuis les années 1970 avant tout une affaire de territoires et de collectivités territoriales[3].

Enfin, au moment où les acteurs de la nouvelle ville redécouvraient l'agriculture, les acteurs de la ruralité s'attachaient à mettre en évidence la perte d'importance de l'agriculture en milieu rural. On comprendra que les acteurs périurbains aient préféré parler de campagne urbaine ou évoquer l'agriculture dans le projet urbain.

Projet « Les Grandes Terres » proche de Lyon / www.grandesterres.fr

Le rural dans les politiques agricoles des intercommunalités de Terres en Villes

Il n'empêche que l'époque « ruralise l'urbain ». La ville diffuse et sa métropolisation ont créé un patchwork d'espaces extraordinairement variés comme en témoignent l'analyse des campagnes par la Datar et les représentations des habitants périurbains.

Lors du précédent mandat, quelques intercommunalités de Terres en Villes comme Lille Métropole Communauté Urbaine ont affiché leur ruralité dans les délégations de la vice-présidence dévolue à l'agriculture. Ce sont généralement des intercommunalités dont le large territoire englobe des communes dites rurales. Souvent l'appui politique des maires de ces communes est nécessaire pour constituer une majorité intercommunale. La ruralité revendiquée est alors une manière de reconnaître les spécificités locales afin d'adapter la planification et les politiques intercommunales[4].

C'est aussi un marquage revendiqué par les élus de la ville-centre. L'adjoint à l'urbanisme de Grenoble de la précédente mandature était attaché aux limites de la ville et appelait rural le résidentiel tout proche du moyen Grésivaudan. Et l'Assemblée des communautés urbaines de France (ACUF) sollicita Terres en Villes pour parler de la relation entre ville et rural : on entreprit d'évoquer le rural de faible densité quand une grande partie de l'auditoire s'attendait à entendre parler de l'espace à 15 minutes du centre-ville, espace d'ailleurs classé en aire urbaine de l'Insee. Revisiter la métropolisation du point de vue de la ruralité et des ruralités contemporaines est donc faire œuvre utile. Il s'agit à la suite de Xavier Guyot fondateur du réseau « espace rural, projet spatial » de s'affranchir de l'urbanocentrisme que l'on a développé depuis plusieurs années et « d'aller vers une ruralité contemporaine » tout en ne se renfermant pas dans le

[2] Non sans réticence et critique pour les PAEN
[3] Intercommunalités d'agglomération, région Ile-de-France et associations territoriales franciliennes

[4] A contrario, Rennes métropole intègre l'agriculture au projet urbain et qualifie son territoire de ville archipel délaissant le qualificatif rural.

ruralocentrisme. C'est pour cela que Terres en Villes et ses partenaires ont souhaité dans le projet « Pour un SCoT rural de Qualité territoriale » renverser la planification en partant des spécificités rurales. Ces travaux ont mis l'accent sur les spécificités de l'industrialisation (agriculture, logement…) et de l'urbanisation rurales (périurbanisation, acculturation urbaine, arrivée d'ex-citadins en rural) dans un mode peu polarisé, d'interconnaissance, de logique foncière propre ou habiter rime avec espace. La démarche proposait de construire la planification sur la qualité territoriale[5], une planification fondée sur la créativité d'une communauté de personnes et de socialité de contact qui ne se résume pas à la mise en forme d'une liste de normes dans un périmètre politique.

Le projet cherchait à croiser les savoir-faire et questionnements des acteurs de la planification urbaine, périurbaine et rurale. Pour la petite histoire, les promoteurs du projet ont aisément fait visiter à leurs partenaires le rural français et Paris mais ils n'ont jamais pu les convaincre de se rendre en RER dans une commune périurbaine du tiers espace francilien ! Grâce aux travaux de nombreux chercheurs puis plus récemment de l'Inra sur les ruralités et de la Datar (campagne et prospective 2010), l'appréhension de la ruralité a gagné en subtilité : « Il faut donc plutôt rester dans une approche dialectique urbain/rural et appréhender le rural dans sa diversité et dans son interactivité par rapport à la ville ».

L'AGRICULTURE URBAINE, « UNE RURALITÉ URBAINE VERTUEUSE DE LA VILLE » ?

« *Au-delà du cas suisse, la fin du XXème siècle peut être considérée comme « moment tournant »* qui inaugure notamment via l'utopie du développement durable, une métamorphose de l'idée de ville qui renoue avec un modèle idéal en association positive avec son environnement. » (Salomon-Cavin, 2012)

La grande effervescence actuelle de l'agriculture urbaine participe de ce mouvement au point de brouiller les définitions de l'agriculture (péri)urbaine. Eric Duchemin, l'initiateur québécois du laboratoire sur l'agriculture urbaine, distingue 7 formes actuelles d'agriculture urbaine : jardins de proximité, jardins ouvriers-familiaux, jardins communautaires, jardins collectif-insertion, jardins partagés, jardins pédagogiques, jardins productifs-économiques. Cette dernière catégorie englobe le maraîchage professionnel périurbain. L'engouement des citadins pour ces formes d'agriculture urbaine et le travail agricole des migrants dans les grandes

[5] Considérée comme un construit et non donnée.

métropoles du Sud conduisent plusieurs auteurs[6] à proposer des définitions de l'agriculture urbaine qui dépassent le clivage entre professionnels et non professionnels et qui intègrent l'agriculture périurbaine dans l'agriculture urbaine. Après des siècles de domination, la campagne prendrait ainsi sa revanche sur la ville stérile pour en faire une ville fertile (Salomon-Cavin, 2011).

Jardin urbain à Strasbourg

Mais on ne saurait selon nous réduire cet élan à l'émergence d'une ruralité urbaine, à une recréation hors-sol de la ruralité. Une telle représentation supposerait déjà une forte plasticité de la définition d'une catégorie « ruralité » atemporelle et conduirait à retourner à résumer la ruralité à l'activité agricole. Elle se désintéresserait des origines sociales des acteurs qui mettent en œuvre les différentes formes d'agriculture urbaine et elle tendrait à oublier la dimension matérielle des formes urbaines au profit de la seule activité économique.

Le développement des jardins est affaire d'urbains, anciens et nouveaux. Il est porté par des institutions sociales et culturelles issues de la ville et par les politiques sociales urbaines. Ce mouvement régénère les activités des acteurs traditionnels des jardins familiaux tout comme celles des acteurs de l'agriculture sociale. Dans le même temps de nouveaux acteurs, architectes, aménageurs, acteurs de l'alimentation, acteurs culturels mais aussi des entrepreneurs agricoles, inventent des formes d'agriculture nouvelle ou en revisitent d'anciennes pour un public composé également de migrants ruraux. La vision de l'agriculture est différente de celle portée par les acteurs de la ruralité y compris périurbaine. A l'instar de la nature en ville, la représentation et les discours de l'agriculture urbaine semblent ignorer le territoire périurbain et son agriculture. Ils donnent à penser que l'agriculture urbaine participe d'un repli urbain autour de la ville centre, incapable de concevoir l'inter territorialité et les potentialités de la relation entre la ville et son périurbain. Il faut dire que le peu d'intérêt manifesté par les acteurs professionnels de l'agriculture et de l'agro-alimentaire pour cette agriculture urbaine ne facilitent pas le décloisonnement.

En conclusion, urbanité et ruralité fonctionnent comme deux pôles, deux figures qui servent aujourd'hui à expliciter une gamme d'hybridations très vastes à appréhender pour ce qu'elles sont. Plutôt que de vouloir définir une ruralité hors sol dans l'urbain qui prolongerait au-delà du raisonnable le dialogue séculaire entre ville et campagne, entre nature et culture sans jamais produire les outils scientifiques, méthodologiques et politiques de l'hybridation, il serait plus intéressant de revisiter les conceptions de la ville et de l'agriculture en réinterrogeant la représentation et la prise en compte de l'agriculture dans la pensée urbanistique et la représentation et prise en compte de la ville dans la pensée agronomique et ruraliste. Sur le plan de l'action publique, le défi nous semble être d'éviter des gestions sectorialisées qui cloisonneraient les champs, les arènes et les espaces loin des ambitions de l'agriculture urbaine à contribuer au « bien vivre ensemble ». ■

[6] Aubry et Ba selon Moustier et M'Baye d'une part, Nahmias et Le Caro d'autre part

Rural - Urbain, pour des écosystèmes territoriaux

Par Vincent Piveteau, président du Collectif Ville Campagne

Comment envisager la place du rural dans une société urbaine ? Dans cet article le Collectif Ville Campagne nous invite à imaginer de nouvelles complémentarités, ce faisant repositionne le rural dans le débat de société et se repositionne par la même occasion.

La question métropolitaine, enjeu majeur de nos sociétés urbanisées, pourrait faire passer, aux yeux de certains, la question du rapport ville-campagne au second rang des préoccupations. Voire de faire de cette question un sujet dépassé, épuisé. Ce qui reviendrait à dire que cette dialectique n'est plus opératoire et n'aide plus à penser l'avenir de nos territoires.

Notre parti pris, au sein du Collectif Ville Campagne, est aujourd'hui radicalement inverse. Il est de dire que l'identité de nos territoires se nourrit plus que jamais de cette double composante, et s'est même enrichi du jeu des relations qu'elles ont tissé entre elles à travers les années.

Le mouvement d'accueil en milieu rural de nouvelles populations, que le Collectif Ville Campagne et ses membres (associations, collectivités, organismes publics, bénévoles) accompagne, est là pour le prouver. Derrière ces initiatives de créateurs d'activités en milieu rural, derrière la démarche de territoires intercommunaux, départementaux ou régionaux de rendre leurs campagnes vivantes et attractives, s'exprime la richesse des singularités et des complémentarités choisies entre l'urbain et le rural.

Au moment où ces complémentarités prennent davantage de sens, au moment où leur interaction devient plus forte et plus significative, il y aurait maladresse à les occulter. Il y a un désir de ville et d'urbanité à la campagne ; il y a un désir de campagne à la ville. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elles se sont fondues en un tout homogène.
La question aujourd'hui, dans un monde globalisé et métropolisé, est donc d'interroger ce que collectivement les territoires ruraux, dans leur relation aux espaces urbains, apportent à la société en général.

Et surtout, face au défi de la transition écologique et énergétique de notre société, ce qu'ils peuvent porter comme réponse « solidaire ». Cette question et cette responsabilité, elles s'adressent en premier lieu aux habitants de ces territoires, à ceux qui y vivent et qui veulent y vivre.

Ces chantiers sont autant des objectifs de travail que des valeurs pour l'action.
D'abord, des valeurs concernant notre lecture du territoire : les rapports ville-campagne ne doivent pas être vus comme une dialectique d'opposition, mais de complémentarité. Les campagnes d'aujourd'hui qualifient les villes. Il faut donc réussir à construire des écosystèmes territoriaux imbriquant villes et campagnes, ouverts et reliés ; à bâtir des espaces d'autant plus robustes et résilients qu'ils seront complémentaires. Pour y parvenir, il faut préserver des territoires vivants, en autonomie (au sens grec), en intégrité politique. Cela nécessite de bousculer cette vieille représentation du centre et de la périphérie, du dominant et du dominé. Il est urgent de repenser les relations ville/campagnes dans un souci de symbiose territoriale. Accepter ces différences de « formes territoriales » pour que chacune s'épanouisse dans son rapport à l'autre. Il nous faut transcender l'approche par secteur pour à la fois agir de manière transversale et cohérente. Des entrées par la santé, par le cadre et la qualité de vie permettraient de renouveler les approches trop segmentées en termes d'aménagement du territoire, d'usages des sols, de filières économiques, de production et de distribution.
Tout cela réinterroge évidemment notre manière de penser la gouvernance territoriale (échelles / acteurs / compétences)[1].

[1] Pour aller plus loin voir Lettre 48 de Sol et Civilisation

Viennent ensuite des valeurs concernant le choix de nos outils d'analyse et d'action. L'idée de transition n'est pas une mauvaise nouvelle, mais au contraire une belle promesse (y compris sur le plan économique) si tant est qu'on la travaille dans sa triple dimension - sociale - territoriale - politique. En effet, elle paraît être un "instrument" capable de créer ou de récréer de la valeur ajoutée sur le territoire, capable de faire émerger de nouvelles ressources (et donc de nouvelles activités, nouveaux métiers, nouveaux emplois..) et qui oblige à de nouvelles solidarités actives et directes (entre territoires, entre acteurs, entre secteurs, etc...).
C'est enfin l'idée d'une transition qui doit nous mener de l'exploitation à la valorisation (changement de paradigmes). A ce titre, elle suppose justement que nous passions d'une posture consumériste à une véritable double stratégie d'empowerment des territoires et des individus. Elle suppose donc de l'innovation et une posture politique forte, non urbanocentrée. Les actifs que nous avons accompagnés dans leur projet d'installation à la campagne, les territoires ruraux que nous avons aidés à renforcer leur politique d'attractivité n'ont-ils donc pas enrichi et diversifié les relations urbain-rural ; et finalement inventer les territoires du futur ? ■

« Les rapports ville-campagne ne doivent pas être vus comme une dialectique d'opposition, mais de complémentarité. »

Le Collectif Ville Campagne

Né en 1997 de la volonté de 17 structures impliquées dans l'appui aux porteurs de projets en milieu rural et dans le développement local, il est un lieu de réflexion et d'action autour du sujet des migrations ville-campagne. Le collectif se veut être une interface entre d'une part la volonté croissante d'individus souhaitant s'installer à la campagne et d'autre part, des territoires constatant ou recherchant un apport de population nouvelle.

Le Collectif entend contribuer à cette prise de responsabilité à travers la question de l'accueil des nouvelles populations en milieu rural et le développement de l'attractivité des territoires ruraux. Il s'agit d'accompagner la transition écologique de nos sociétés en expérimentant des voies innovantes, en capitalisant sur ces actions et en informant les parties en présence.

Le premier champ d'intervention consiste à accompagner les territoires ruraux dans la manière de repenser leur rapports aux ressources dont ils ont la responsabilité exclusive sinon prééminente en termes de production et de gestion : l'alimentation d'abord, et les énergies renouvelables ensuite. Le deuxième champ d'intervention est d'aider les territoires ruraux à porter un autre regard sur les ressorts de leur économie, et y trouver des sources d'innovation : l'accueil résidentiel, l'économie traditionnelle peuvent connaître un rebond à travers des démarches alternatives, la mise en place de nouveaux modes de travailler et d'entreprendre. Enfin, le troisième champ est celui de la gouvernance : là où il intervient, le Collectif entend soutenir la participation citoyenne, et porter une attention permanente au lien social et au vivre ensemble.

De ces champs d'intervention, nous avons ensuite cherché à décliner nos actions en plusieurs axes stratégiques de travail. C'est ainsi que quatre principaux axes se sont dégagés :

1) **Agir pour l'autonomie énergétique**
Les innovations locales sur la diversification des origines de l'énergie utilisée puis en prolongeant l'utilisation de ces énergies locales pour créer sur place des activités nouvelles, se sont traduites par de nouveaux équilibres économiques et sur de nouvelles gouvernances. L'intérêt de ces réalisations réside dans le fait qu'elles attestent que la transition énergétique a un effet déclencheur d'une série de phénomènes qui réveille la collectivité, lui permette de construire un nouveau rapport au territoire, un nouveau mode de responsabilité collective et de nouvelles attractivités rurales.

2) **Agir pour une agriculture territoriale creuset d'un projet partagé à l'interface entre des enjeux agro-écologiques et économiques**.

3) **Soutenir l'accueil résidentiel** car il s'agit là d'une condition de réussite des politiques publiques d'emploi en milieu rural. Cet axe permet de favoriser l'arrivée de nouvelles populations qui peuvent contribuer à redynamiser les territoires. En répondant aux besoins des femmes et des hommes (emplois, logements, services, cadre de vie…), il s'agit bien de contribuer au développement équilibré du territoire. L'accueil résidentiel est à la fois un but et un prétexte pour questionner les organisations territoriales.

4) **Revisiter l'économie traditionnelle**
La seule logique de l'offre et de la demande sur l'unique critère de la rentabilité ne suffit plus à renouveler les générations d'artisans et de commerçants sur le point de partir à la retraite. Sur le modèle d'un parrainage, il est nécessaire de proposer un accompagnement plus efficace des repreneurs. Il s'agit d'une nécessité vitale pour de nombreux territoires et un levier indispensable de l'entrepreneuriat en milieu rural.

Nos leviers d'action entre expérimentations et participations citoyenne

Les démarches alternatives, les projets innovants et porteurs d'avenir sont trop souvent considérés comme atypiques et échouent du fait qu'ils sont hors cadre institutionnel et financier. Pourtant, la voie de la transition écologique et économique et l'accueil de nouvelles populations sont une source de stimulation et de créativité productrice de nouvelles alternatives de développement pour les territoires.

Portés par les nouveaux moyens de communication, de nouveaux modes de travailler, d'apprendre et d'entreprendre émergent: travail à distance, travail à temps partiel, travail créatif, travail bénévole, etc. De nombreux territoires s'appuient sur ces nouvelles émergences pour dynamiser l'économie locale. Il s'agit d'accompagner ces processus et de permettre aux territoires d'engager les transformations nécessaires pour réaliser une mue pleine de promesses.

L'ensemble de ces expérimentations s'appuient pleinement sur la participation des citoyens, acteurs "en" et "de" la situation. Si certaines décisions appartiennent aux élus, l'émergence des projets, leur cheminement, leur adaptation aux besoins locaux ne peuvent se faire sans les habitants-citoyens. Le collectif entend positionner son intervention dans des cadres où cette complémentarité est recherchée, et participer, ainsi au repositionnement de la parole habitante. En bref, porter une attention permanente au lien social et au vivre ensemble.

Pour aller plus loin: http://www.installation-campagne.fr

Le rural est mort. Vive le rural !

Par Claire Bolduc, Présidente, Solidarité Rurale du Québec
En collaboration avec Caroline Jacob, conseillère à la recherche

Pour savoir si le rural existe encore, il faut avoir une bonne idée de ce dont il est question.

Dans un monde où la pensée dichotomique fait loi, nous définissons souvent un concept par son contraire. Pour plusieurs, la ruralité se définit donc par rapport à l'urbanité : est rural tout ce qui se trouve à l'extérieur des villes. Ou par rapport à une notion de distance : le rural est ce qui est loin des villes.

Pour d'autres, un territoire sera rural selon sa taille, sa densité de population, la zone d'influence métropolitaine du territoire considéré ou le contexte de peuplement.

Enfin, certains diront que le rural est une façon de vivre, souvent plus ou moins associée à une vision passéiste du monde. Chez Solidarité rurale du Québec, nous dirons que le rural est plutôt un milieu de vie et que le concept de ruralité en est un des plus complexes à saisir par sa nature multidimensionnelle.

La ruralité québécoise fait donc ici référence à l'ensemble des caractéristiques propres aux vastes espaces et à la vie dans les campagnes. Longtemps associée aux activités agricoles, la ruralité d'aujourd'hui se décline en une multitude d'activités, de fonctions, de paysages, de communautés et de cultures aux couleurs locales particulières.

« Chez Solidarité rurale du Québec, nous dirons que le rural est plutôt un milieu de vie et que le concept de ruralité en est un des plus complexes à saisir par sa nature multidimensionnelle »

Solidarité Rurale du Québec (SRQ) est un organisme sans but lucratif équivalent en France aux statuts de l'association. Elle fut créée en 1991 avec pour mission de promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural québécois, de ses villages et de ses communautés. Elle regroupe des organismes nationaux et des membres associés corporatifs et individuels. Depuis 1997, SRQ est reconnue comme « instance-conseil » du gouvernement du Québec en matière de ruralité.

Pour aller plus loin : www.ruralité.qc.ca

Au-delà de leurs disparités, les territoires ruraux présentent des caractéristiques communes spécifiques qui pourraient se résumer ainsi :

-Une faible densité de la population et des établissements humains;

-Une prédominance des usages agricoles, forestiers ou naturels du sol;

-Une organisation et un équipement du territoire à la mesure d'une population dispersée;

-Un mode de vie de ses habitants caractérisé par un rapport particulier à l'espace, à la nature, au climat et aux saisons;

-Une sociabilité particulière et un fort esprit communautaire au sein de collectivités où les membres se connaissent et s'identifient au territoire;

-L'exercice d'une gouvernance locale de proximité.

De nouvelles ruralités prennent forme sous l'émergence de nouvelles valeurs d'usage des espaces ruraux. Ainsi, au Québec, on a vu apparaître une ruralité résidentielle dans les villages situés dans les couronnes des grandes villes, ou encore une ruralité axée sur la villégiature dans des régions ayant mis en valeur leur potentiel récréotouristique[1].

Les nouvelles demandes sociales façonnent aussi le rural qui est maintenant appelé à jouer un rôle majeur dans la préservation de la culture et de l'environnement. Par exemple, les forêts sont maintenant bien plus que des réservoirs de ressources qui faisaient vivre des communautés entières. Elles sont désormais exploitées en prenant compte de leur potentiel de séquestration de carbone ou de préservation de la faune et de la flore. Cette nouvelle façon de considérer la forêt engendre forcément des impacts sur l'économie des régions forestières.
Bref, la ruralité est toujours en construction. L'avenir du monde rural dépend certes des ruraux, mais pas seulement d'eux : c'est l'ensemble de la société qui est désormais concerné.

Saint-Philémon (Québec)

[1] Néologisme québécois englobant à la fois le secteur du tourisme et du loisir.

[2] Jamie Trevor Olivier, dit Jamie Olivier est chef cuisinier et une personnalité de la télévision anglo-saxonne.

Changeons la question

Imaginons une famille typiquement moderne : un adolescent vêtu comme son idole, un chanteur de *rap* américain, mangeant des *nems* vietnamiens que sa mère a cuisiné d'après une recette de Jamie Oliver[2]. Son père, dans son bureau à l'étage, finalise la ratification d'un important contrat de vente avec l'étranger sur sa tablette électronique. Où sommes-nous dans le monde ? À Londres, à Paris ou à Saint-Élie-de-Caxton au Québec ? Cette scène pourrait bien se situer dans n'importe quel pays occidental.

Imaginons maintenant que la question eut été : « Le rural existe-t-il encore comme il était avant ? » À cette question, la réponse aurait été clairement « non ! »

Non, parce que les ruraux ne sont plus sous-instruits, démodés ou coupés des flux de produits et d'information. Non, parce que le monde rural ne vit plus en autarcie. Non, parce que dans cet environnement de vie mondialisé où vit notre famille typique, nous connaissons de plus en plus les autres cultures, nous changeons nos habitudes de consommation, nous savons ce qui se passe sur le territoire voisin, ou lointain, et nous communiquons avec ses habitants. Toutefois, les politologues et les grands observateurs de notre époque nous disent que la mondialisation a aussi amené avec elle un repli identitaire…

En 2006, Jacques Proulx, fondateur de Solidarité rurale du Québec et grand ami de Raymond Lacombe, parlait en ces termes de la mondialisation et des changements qu'elle avait amenés : « *[Ce qui a changé avec la mondialisation] est la définition même du monde rural désormais centré sur sa nature plutôt que sur son rôle. Donc, au moment où nos communautés se mobilisent autour de leur caractère, de leur mode de vie distinctif, plus que jamais les énergies des leaders doivent être investies dans la conception et le développement d'un modèle social, politique, économique et culturel rural. Car rien n'assurera plus la pérennité de notre mode de vie et de nos villages que la prospérité de chacun de ses membres. Nous sommes condamnés à imaginer, à inventer ce que nous voulons être, à innover dans nos façons de faire et à en saisir les autorités politiques afin qu'elles nous donnent tous les pouvoirs pour avancer dans la direction qui NOUS convient.* »

Les ruraux du Québec ont choisi majoritairement de faire d'une menace une opportunité. Ils ont embrassé leur développement à bras le corps, en développant des modèles économiques qui leur ressemblent, souvent coopératifs, et des modèles de gouvernance de plus en plus décentralisés et faisant place à la participation citoyenne. Et ils se sont dotés de leaders locaux, de facilitateurs du développement, que sont les agents de développement rural. Aux grands défis du monde moderne que sont le vieillissement généralisé de la population, les changements climatiques et l'environnement, l'identité culturelle, les transitions énergétiques ainsi que la reconversion économique, les territoires ruraux du Québec veulent être partie prenante des décisions.

La création même de la Politique nationale de la ruralité en 2002 est issue d'un mouvement ascendant. Rappelons que cette politique citoyenne, modulée et décentralisée a été qualifiée de plus avancée au monde par l'OCDE. Notons que son renouvellement pour une période de dix ans est aussi un signal clair envoyé par le gouvernement sur l'importance du rural au Québec.

Bref, depuis les États généraux de 1991, nous avons assisté à l'émergence d'une vision territoriale, au décloisonnement et à la mise en commun des efforts comme des ressources. Parce que le territoire rural, c'est d'abord l'affaire de tous les gens qui l'habitent, des citoyens engagés qui travaillent ensemble pour l'avancement de leur milieu de vie. S'il faut tout un village pour élever un enfant, il en faut tout un aussi pour développer un territoire.

Au Québec, on dit de quelqu'un de résilient ou de fort qu'il a la « couenne dure », ou en meilleur français, la peau résistante. Si je peux me permettre, je dirais que le rural québécois a la « couenne dure » ! Aujourd'hui, l'état de nos campagnes a bien changé. La morosité et le défaitisme ont cédé la place à un vent chaud d'optimisme et de prise en charge. Les communautés rurales prennent d'assaut leur développement, mettent sur pied des initiatives ingénieuses, diversifient leurs économies, incarnent le dynamisme, l'innovation et la mobilisation, tout cela parce que des citoyens, des groupes et des leaders ont mis leur génie à faire valoir les possibilités du monde rural. ■

Saint Nazaire (Québec)

La ruralité du 21ème siècle, nouveau cap d'espérance pour l'Europe ?

Tribune co-signée par

Jacques DELORS, Président – fondateur de Notre Europe – Institut Jacques Delors, ancien Président de la Commission européenne

Mercedes BRESSO, Membre du Parlement européen, ancienne Présidente du Comité des régions de l'UE

Anne-Claire VIAL, Présidente de Sol et Civilisation

Gérard PELTRE, Président de RED et du Mouvement Européen de la Ruralité

Renouer le dialogue avec les citoyens européens s'affirme plus que jamais comme une grande priorité. Mais comment redonner du sens à l'Union européenne et où trouver l'inspiration pour relancer l'aventure européenne ? Peut-être simplement à côté de chez soi, dans les territoires ruraux.

En effet, la ruralité est inscrite dans le code génétique de l'Union européenne ; elle est à la source d'un riche patrimoine culturel, architectural, naturel, social, économique, alimentaire, artistique et même sentimental. Pourtant, elle n'est pas figée et, pour peu qu'on la considère, elle sait se montrer dynamique et créative. Il y a 25 ans, la Commission européenne avait fait preuve d'un esprit d'invention remarquable en créant un programme pour sortir les campagnes de leur déclin programmé, en osant donner aux acteurs locaux et pas seulement aux pouvoirs publics les moyens financiers et techniques de conduire des projets. Le programme LEADER a eu un succès au-delà de toutes les espérances. Plus tôt encore, il y a 52 ans, la PAC visait à garantir des produits à prix bas et manifestait la solidarité des Européens avec le monde agricole en s'engageant à leur assurer un revenu équivalent à la moyenne et à l'accompagner dans la modernisation.

Qu'en est-il aujourd'hui ? La ruralité fait-elle encore partie des bagages des dirigeants économiques, politiques et administratifs ? On peut en douter et, même, à écouter ou lire certains discours, elle représente seulement le passé ou un non-sujet.

C'est face à ces constats que Notre Europe-Institut Jacques Delors et Sol & Civilisation ont réuni une vingtaine de chercheurs et d'experts européens pour dresser un état de lieux et leur demander si la ruralité européenne n'était pas devenue un héritage encombrant, finalement trop lourd à porter.

Leur message est double. D'une part, dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, des technologies appliquées, des réseaux de communication, de la gestion des déchets, des sciences du vivant, les territoires ruraux sont aujourd'hui des pôles d'innovation. L'UE aurait intérêt à tirer parti de l'ensemble des richesses ainsi produites et pourrait davantage s'inspirer des réponses qu'ils apportent pour sortir des crises environnementale, économique et sociale que nous traversons.

Ils nous invitent à voir la ruralité du XXIème siècle comme un « monde » de solutions, où peut se construire ou se reconstruire intelligemment la relation entre l'homme et son milieu. D'autre part, d'un point de vue plus politique, dans les campagnes, on peut aussi mieux assumer la revendication de lenteur et de proximité, conditions essentielles de l'exercice démocratique qui réclame de la durée pour accepter l'altérité et gérer la complexité. Pour peu qu'on y mette un peu d'utopie, diverses pratiques de terrain montrent que rien ne s'oppose vraiment à la transformation de nos territoires ruraux en laboratoires de haute qualité démocratique.

Séminaire Notre Europe - Sol et Civilisation : *L'Union Européenne et ses territoires ruraux - un héritage encombrant au XXIème siècle ?* 18 octobre 2013 à Valence.

La ruralité n'est donc pas dépassée et, plus qu'un sujet d'étude ou de réforme, elle peut devenir un acteur de notre futur. Néanmoins, pour parvenir à opérer un tel renversement de perspective, il faut surmonter un obstacle majeur de nature quasi-idéologique.
En effet, longtemps, la ville s'est confondue avec le commerce et la liberté, la campagne avec l'agriculture et l'enfermement. Plus récemment, la ville a produit des richesses grâce à l'industrie et elle a accru son attractivité par son prestige culturel et artistique ; le regard dédaigneux sur le rural n'a pas changé.

Aujourd'hui, les tenants de la nouvelle économie géographique montrent que la richesse continue de se concentrer dans des agglomérations, seules capables de stimuler et de capter l'innovation. Ils peinent à expliquer ce qui se passe au dehors, ainsi le « trésor rural » reste totalement négligé faute d'avoir une taille suffisante ou inadapté aux radars des instituts de recherche ou de statistiques. La persistance des petites industries, le développement d'activités valorisant les ressources naturelles, les mobilités obéissant à des critères qualitatifs et non-professionnels, le retour des populations, les centres d'innovation dans des espaces de faible densité sont pourtant une réalité pérenne.

Il n'est pas question ici d'opposer le rural à l'urbain. Leurs interdépendances économiques et géographiques sont évidentes ; la mobilité de l'un vers l'autre est une réalité quotidienne ou saisonnière pour tous.
Nous pensons en revanche au terme de ces réflexions qu'il faut repenser la ruralité à l'aune de ce qu'elle devenue pour les Européens au XXIème siècle et réinterroger l'ensemble des politiques, prises une à une – cohésion, soutien à la recherche, pêche, environnement, transports, énergie, commerce, concurrence, industrie, agricole, etc. – en se demandant comment elles valorisent ou accompagnent les richesses des territoires ruraux dans le projet d'avenir proposé aux Européens.

Il y a fort à parier que l'exercice apportera son lot de réponses dérangeantes mais il ouvrira aussi des perspectives d'alliance intersectorielle et interterritoriale, gage du renouvellement de notre façon d'habiter le monde. Définitivement, la ruralité peut être un cap d'espérance pour sortir des crises européennes. ■

Cette tribune est parue sur le site de *Contexte*, journal des politiques françaises et européennes : https://www.contexte.com/article/territoires/tribune-la-ruralite-du-21eme-siecle-cap-desperance-pour-leurope.html

A VOS AGENDAS

23èmes Assises de Sol et Civilisation
Jeudi 16 octobre 2014 à St Hugues de Chartreuse (Isère)

Les Assises 2014 s'intéressent à la question de la valorisation de la ressource bois. La France vit en effet un paradoxe. Elle possède une des meilleures ressources forestières d'Europe, mais constate années après années un déficit record dans sa balance commerciale. Les rapports s'enchaînent : il faut réveiller la forêt, cette belle endormie !

Comment dépasser ce paradoxe ? Nous proposerons, après différents regards, une relecture de cette problématique en soulignant les potentiels d'innovations, à la fois techniques et organisationnelles qui reconsidèrent la ressource bois et sa valorisation. Plus globalement, nous chercherons à réinterroger l'économie de ce type de ressource et les modèles de développement qui y sont associés.

Plus d'informations : www.soletcivilisation.fr
contact@soletcivilisation.fr ou au 01 44 31 16 72
Inscriptions : 25 euros

Parution

Jacques Delors est le président fondateur de Notre Europe et parrain de Sol et Civilisation.

Parution de l'ouvrage « S'affranchir d'un monde désenchanté, Jacques Delors, hier et aujourd'hui », Stéphanie Baz-Hatem et Nadège Chambon, mars 2014

Économiste, militant associatif, syndical et politique, catholique de gauche, pédagogue, veillant aux personnes et particulièrement aux plus vulnérables, il s'est imposé singulièrement comme « premier homme d'État européen », appelant à une Europe de chair et d'âme.
L'ancien président de la Commission propose une lecture du monde sans équivalent sur la scène politique nationale. Sa vision en profondeur, son analyse prospective tranchent avec les visées court-termistes.

Cet ouvrage est disponible dans toutes les librairies et sur les librairies en ligne.

Sol et Civilisation
5, rue Joseph et Marie Hackin – 75116 PARIS
Tél. 33 (0)1 44 31 16 61
Fax 33 (0)1 44 31 16 74
E-mail : contact@soletcivilisation.fr
www.soletcivilisation.fr

Directeur de publication : Anne-Claire VIAL
Rédacteur en chef : Guillaume DHÉRISSARD
Coordinateur : Truong-Giang PHAM
Maquette : Karine VOLCLAIR
Crédits photo : Fotolia, DR
Cette Lettre de Sol et Civilisation est tirée à 4 500 exemplaires Imprimerie L'ARTÉSIENNE – 62802 LIÉVIN